

# ACTION URGENTE

## SOUDAN. DEUX DISSIDENTS INTERROGÉS POUR MILITANTISME

Deux ressortissants soudanais, qui ont été détenus au secret en Arabie saoudite depuis leur arrestation le 21 décembre 2016 jusqu'au 13 février, ont été interrogés par les autorités saoudiennes au sujet de leur militantisme sur les réseaux sociaux et sont à présent en instance de jugement. On leur a dit qu'ils pourraient être expulsés vers le Soudan, où ils risqueraient d'être victimes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Ce sont des prisonniers d'opinion.

Elgassim Mohamed Seed Ahmed et Elwaleed Imam Hassan Taha, deux ressortissants soudanais, sont détenus sans inculpation depuis leur arrestation le 21 décembre 2016. Ils ont dit à leur famille qu'ils avaient été interrogés environ huit fois par des agents de sécurité de la Direction générale des enquêtes (également connue sous le nom de al Mabahith), principalement au sujet de leur militantisme sur les réseaux sociaux, après qu'ils aient apporté leur soutien sur Facebook à une journée de désobéissance civile au Soudan en décembre 2016. Des agents de sécurité leur ont dit qu'ils étaient détenus et interrogés à la demande des autorités soudanaises et qu'ils pourraient être expulsés vers le Soudan.

Les deux hommes ont été détenus au secret de leur arrestation jusqu'au 13 février, date à laquelle leurs familles ont pu leur rendre visite pour la première fois. Cependant, ils sont restés en détention à l'isolement dans la prison d'al Hair, à Riyadh, la capitale de l'Arabie saoudite, jusqu'au 6 mars, date à laquelle ils ont fini par être placés ensemble dans une cellule. À aucun moment de leur détention ni de leurs interrogatoires ils n'ont bénéficié d'une représentation juridique. Ils sont en instance de jugement,

Elgassim Seed Ahmed est le fondateur d'un groupe Facebook public appelé « The tragedy of the military and Kiezan governance in Sudan ». Selon sa famille, ce groupe était critique à l'égard du régime mais, depuis l'arrestation d'Elgassim Seed Ahmed, il a été piraté. Elwaleed Imam est membre de ce groupe. Le 19 décembre 2016, ces deux hommes ont apporté leur soutien sur les réseaux sociaux à une journée de désobéissance civile au Soudan, dont l'objectif était de protester contre les nouvelles mesures d'austérité économique imposées par le gouvernement.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités saoudiennes de libérer immédiatement et sans condition Elgassim Seed Ahmed et Elwaleed Imam car ce sont des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller à ce que ces deux hommes, en attendant leur remise en liberté, soient protégés de la torture et de tout autre mauvais traitement et à ce qu'ils puissent contacter régulièrement leur famille et consulter sans délai l'avocat de leur choix ;
- appelez-les à respecter leurs obligations aux termes du droit international en veillant à ne pas les expulser vers le Soudan, où ils risqueraient véritablement de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 AVRIL 2017 À :

Roi d'Arabie saoudite et Premier ministre  
Salman bin Abdul Aziz Al Saud  
The Custodian of the two Holy Mosques  
Office of His Majesty the King  
Royal Court, Riyadh  
Arabie saoudite  
Fax (via le ministère de l'Intérieur) :  
+966 11 403 3125 (merci de vous  
montrer persévérant)  
Twitter : @KingSalman

**Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,  
(Votre Majesté, dans le corps du  
texte)**

Ministre de l'Intérieur  
Mohammed bin Naif bin Abdul Aziz Al  
Saud  
Ministre de l'Intérieur  
Ministry of the Interior, P.O. Box 2933,  
Airport Road, Riyadh 11134  
Arabie saoudite  
Fax : +966 11 403 3125  
Twitter: @M\_Naif\_Alsaud

**Formule d'appel : Your Excellency, /  
Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**  
Human Rights Commission  
Bandar Mohammed Abdullah Al Aiban  
P.O. Box 58889, Riyadh 11515  
King Fahd Road  
Building No.3, Riyadh  
Arabie saoudite  
Fax : +966 11 418 510

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 9/17.  
Pour plus d'informations : [www.amnesty.org/fr/documents/mde23/5489/2017/fr/](http://www.amnesty.org/fr/documents/mde23/5489/2017/fr/)

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## SOUDAN. DEUX DISSIDENTS INTERROGÉS POUR MILITANTISME

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Elgassim Seed Ahmed vit en Arabie saoudite depuis 1998 et Elwaleed Imam, depuis 2013. Ils travaillent tous les deux dans une entreprise de logistique à Riyadh. Ils ont été arrêtés le 21 décembre 2016 vers 17 heures devant leur bureau par des agents des forces de sécurité en civil. Ils ont été conduits à leurs domiciles respectifs, où les agents ont effectué une perquisition. Les agents ont indiqué à la famille d'Elgassim Seed Ahmed qu'ils appartenaient à la division de la sécurité du ministère de l'Intérieur et que l'homme serait relâché avant minuit. Ils n'ont présenté de mandat d'arrêt ni d'autorisation de perquisition à aucune des deux familles. Les deux hommes ont été détenus au secret à partir de la date de leur arrestation jusqu'au 13 février, date à laquelle leurs familles ont pu leur rendre visite. Selon leurs familles, d'après ce qu'Elgassim Seed Ahmed et Elwaleed Imam ont compris de ce que leur ont dit des agents de sécurité après leur interrogatoire, ils sont à présent en instance de jugement, après quoi ils risquent l'emprisonnement ou l'expulsion.

Amnesty International a également recueilli des informations sur la détention d'un autre ressortissant et militant politique soudanais vivant en Arabie saoudite, Alaa Aldin Dafalla al Difana (voir l'AU 50/17, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde23/5779/2017/en/>), un homme de 44 ans, père de six enfants et employé d'une auto-école à La Mecque, dans l'ouest de l'Arabie saoudite. Alaa Aldin al Difana a été arrêté aux alentours de 9 heures du matin le 26 décembre 2016 par quatre agents des forces de sécurité du ministère de l'Intérieur dans son appartement à La Mecque. Ils ont fouillé son domicile et sa voiture et ont confisqué son téléphone et des documents, sans mandat d'arrêt ni autorisation de perquisition. Depuis, il a été essentiellement détenu au secret dans la prison de Dhahban, à l'extérieur de Djedda (dans l'ouest de l'Arabie saoudite), ce qui l'expose au risque de subir des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Alaa Aldin al Difana est un journaliste, un militant de l'opposition de longue date et un membre du parti politique d'opposition Oumma (Hizb al Umma al Qawmi) au Soudan. Plus récemment, Alaa Aldin al Difana a montré sur sa page Facebook son soutien à la campagne de désobéissance civile de novembre et décembre 2016 au Soudan. Il semblerait que sa détention ait un lien avec son militantisme sur Internet.

Le 3 novembre 2016, le gouvernement soudanais a pris des mesures d'austérité dans le but de réduire le déficit commercial et de mettre un coup d'arrêt à la dépréciation de la livre soudanaise. Ces nouvelles mesures économiques ont entraîné une hausse importante des prix du carburant, des transports, de la nourriture, de l'électricité et des médicaments. Pour protester contre la nouvelle ligne économique suivie par le gouvernement, des militants politiques ont lancé un appel à une grève nationale de trois jours, qui a été largement suivie, du 27 au 29 novembre 2016. Un appel à une deuxième action de désobéissance civile, prévue pour le 19 décembre 2016, a ensuite été lancé ; des militants y ont apporté leur soutien sur place et depuis l'étranger. À titre préventif, les autorités soudanaises ont commencé, au début du mois de novembre 2016, à arrêter des dizaines de militants politiques et n'ont cessé de réprimer la liberté de la presse. Sept journaux ont ainsi vu leurs exemplaires saisis à 23 reprises en novembre et décembre 2016.

Noms : Elgassim Mohammed Seed Ahmed et Elwaleed Imam Hassan Taha  
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 9/17, MDE 23/5897/2017, 17 mars 2017